

Women's Peace and Humanitarian Fund
RAPPORT ANNUEL 2023

<p>Pays DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO</p>	<p>Soumis par PUNO(s) UN Women ou NUNO(s) ¹ Nom de l'entité : UNWOMEN Nom du Représentant(e) : Adama MOUSSA</p>
<p>Numéro de projet de MPTF 00116753 00122551</p>	<p>Partenaire(s) de mise en œuvre Organisation Principale</p> <ul style="list-style-type: none"> • RENA FER : Réseau National des Associations des Femmes Rurales en RDC • Congo Ju, • ARSF • UFEDE
<p>Période du rapport 30 juin – 31 décembre 2023</p>	
<p>Appel à Propositions <input checked="" type="checkbox"/> Cycle de financement régulier <i>Spécifier l'appel (Appel 1, 2, 3, etc.) _CfP2_____</i> <input checked="" type="checkbox"/> Fenêtre d'intervention d'urgence COVID-19</p>	
<p>Effets WPHF² auxquels le rapport contribue pour la période du rapport <i>Sélectionnez tous les Effets correspondants</i></p>	
<p><input type="checkbox"/> Effet 1: Environnement favorable à la mise en œuvre des engagements FPSS <input type="checkbox"/> Effet 2: Prévention des conflits <input checked="" type="checkbox"/> Effet 3: Réponse humanitaire</p>	<p><input type="checkbox"/> Effet 4: Résolution des conflits <input type="checkbox"/> Effet 5: Protection <input type="checkbox"/> Effet 6: Consolidation de la paix et relèvement post-conflit</p>
<p>Date de début du programme 08 juillet 2020</p>	<p>Budget total approuvé (USD) \$ 1,581,800 (Outcome 3)</p>
<p>Date de fin prévue du programme 31 décembre 2023</p>	<p>Montant transféré (USD) 1 581 800\$USD</p>

¹ Organisations non UN, uniquement applicable à la fenêtre d'intervention rapide pour les processus de paix

² Selon le modèle intégré (imbriqué) du cadre de résultats du WPHF, les effets du WPHF sont équivalentes au niveau d'impact pour les partenaires



Résumé Exécutif

Le rapport narratif présente les progrès réalisés et les résultats des subventions pour trois partenaires du WPHF en République démocratique du Congo pour l'année 2023 qui s'alignent sur les résultats 3, 5 et 6 du cadre des Résultats de WPHF :

- Résultat 3 : La participation et le leadership des femmes sont accrues dans la planification et la réponse aux crises humanitaires.
- Résultat 5 : Les droits humains, la sûreté, la sécurité et la santé mentale des femmes et des filles sont améliorés ;
- Résultat 6 : Amélioration du relèvement socio-économique et de la participation politique des femmes et des jeunes femmes dans les contextes de consolidation de la paix.

En 2023, un processus de publication d'appel à projet (CfP3) a commencé du 17 mars au 30 avril 2023. 472 propositions des projets ont été reçues après la première trie effectué par le secrétariat WPHF pour implémenter des projets en RDC dans les provinces du Nord-Kivu, Ituri, Tanganyika, Kasai, Kasai central et Maniema, dont 41 sur l'impact 1, 73 sur l'impact 5 et 49 sur l'impact 6. Ainsi, un comité technique locale en RDC a aussi fait un trie pour shortlister 6 pour l'impact 1, 3 pour l'impact 5 et 4 pour l'impact 6. Le Comité de pilotage national s'est réuni à Kinshasa le 27 juillet 2024 et ont approuvé 13. Ce projet a débuté le 1^{er} octobre 2023.,

Le projet dont l'impact est la participation et le leadership des femmes sont accrues dans la planification et la réponse aux crises humanitaires, s'est aligné au plan de préparation et de riposte contre l'épidémie au COVID-19 en RDC sur ses objectifs stratégiques de renforcement de la coordination, mettre en œuvre les mesures de mitigation de risque de propagation et de distanciation sociale et renforcer la communication sur le risque et l'engagement communautaire.

Durant cette période de rapportage, le projet avec RENAFER a été mise en œuvre dans les communes de N'Sèle, Maluku, Limete/Kingabwa, Kinsesu et à Mont-Ngafula. Il a permis à 133 femmes et filles rurales, bénéficiaires directes, les plus affectées par la crise d'être autonomisées, d'être renforcées sur l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive, y compris les soins pré et postnatals et sur la prévention de violences liées au genre. 15 000 personnes des communes urbano-rurale de Kinshasa (9 700 femmes et filles et 5 300 garçons et hommes), bénéficiaires indirects, ont été sensibilisées sur l'entrepreneuriat et la prévention de la COVID-19 travers les radios, les télévisions, les réseaux sociaux, porte à porte, les mégaphones, les affiches, les dépliants,

C'est vrai les conséquences socio-économiques causées par COVID-19 persistent et que les interventions à moyen ou court terme en faveur de la relance et de la résilience économique, ce projet a apporté un souffle de vie, comme le témoigne ce bénéficiaire, veuve de son état : « je vivais dans le désespoir car tout était tombé en faillite. Je n'avais personne auprès de qui emprunté car tout le monde me disait qu'il n'a pas d'argent. Actuellement avec la subvention reçue, j'ai relancé mon activité de petit commerce. Je parviens à épargner et à subvenir aux besoins élémentaires de mon ménage. Avec notre réseau, nous assistons lors des évènements et cela renforce en nous la cohésion. Nous ne constituons pas une même équipe mais plutôt une même famille WPHF. »

Enfin, 2 projets mis en œuvre par Congo Ju et ARSF dont leur impact est les droits humains, la sûreté, la sécurité et la santé mentale des femmes et des filles sont améliorés, ont contribué à la réduction des conséquences physiologiques, psychosociales des violences sexuelles à l'assistance médicale gratuite, à la réinsertion socioéconomique des 200 Femmes Victimes des Violences Sexuelles. Cela à renforcer leur pouvoir économiques grâce aux fonds d'appui aux AGR et améliorer leur confiance et restaurer leur la dignité. Une d'entre elle, au Sud-Kivu, a même été nommée présidente de la localité. Cela est une des preuves de renforcement de leur leadership pour l'amélioration de la gouvernance participative.

1. Profil des partenaires

Utilisez le tableau suivant pour une présentation par projet/organisation. Ajouter une nouvelle ligne pour chaque projet. Se référer aux définitions dans les notes au bas de la page.

Appel à propositions	Nom de l'organisation principale	Type d'organisation	Couverture géographique de L'organisation	Effet du WPHF	Lieu du projet (État, province ou région)	Nom du partenaire de mise en œuvre(s)	Date de début et de fin du projet selon le PCA	Budget total approuvé (USD)
COVID-19 ERW	Réseau National des Associations des Femmes Rurales en RDC/ RENA FER-RDC en sigle	Dirigée par une femme et pour les droits des femmes	National	Outcome 3	les communes de N'sele, Maluku, Limete/Kingabwa, Kinsesu et à Mont-Ngafula	N/A	06/11/2020-06/07/2021 27 juillet au 30 novembre 2023	\$ 164 998
CFP 2	Congo Ju	Women's rights and women led	National	Outcome 5	Kasai Oriental/Mbujimayi	N/A	15-06-2020 15-11-2023	130 700
CFP2	Action pour la réinsertion sociale de la femme, ARSF ³	Women's rights and women led	National	Outcome 6	Walungu, Sud-Kivu	N/A	8/7/2020-31/12/2023	108 411 ⁴
CfP3	UFEDE	Women's rights and women led	National	Outcome 5		5 partenaires	7/10/2020-6/30/2023	149,910

³ Action pour la réinsertion sociale de la femme, closed au 31 decembre 2023. Suite au problème de gouvernance et de mégestion de UFEDE, le bureau pays et le COPIL avaient décidé de referer les fonds à ARSF.

⁴ Le budget initial était de 90 950 \$ et avait pris fin au 31/08/2021, réaffecté à hauteur de 17 461\$. Réaffectation de UFEDE, ce qui porte le total à 108 411 \$ et le projet a pris fin au 31 décembre 2023.

2. Bénéficiaires Consolidés

	ANNÉE DE RAPPORT ACTUELLE			CUMULATIF		
	Bénéficiaires directs pour l'année	Bénéficiaires indirects	Nombre d'OSC, d'organisations communautaires ou de groupes de femmes soutenus	Bénéficiaires directs	Bénéficiaires indirects	Nombre d'OSC, d'organisations communautaires ou de groupes de femmes soutenus
Filles (0-17)	464			77	6510	0
Femmes (18+)	609			427	25450	267
Garçons (0-17)	386			4338	5886	0
Hommes (18+)	350			5079	13234	0
Total	1,809	16,532	67	9921	51080	267

Sélectionnez tout ce qui s'applique

Réfugié/IDPs Personnes/femmes handicapées Survivantes de VSBG LGBTQI+
 Mères adolescentes/ célibataires Veuves Jeunes/adolescents Autres, veuillez préciser : : Femmes et filles entrepreneures, agricultrices, commerçantes,...

***ATTACHEZ le modèle de bénéficiaire du WPHF.**

3. Contexte/Nouveaux développements

Décrivez toutes les évolutions pertinentes dans le contexte de la paix/sécurité/réponse humanitaire/politique/ droits de l'homme/femmes dans le pays au cours de la période du rapport. Décrivez plus précisément comment cette évolution affecte les femmes et les filles.

Depuis plus d'un an, la crise humanitaire en République démocratique du Congo a pris des proportions alarmantes. De nouvelles flambées de violence, notamment à l'Est du pays, obligent les populations affectées à des déplacements répétés.

Seulement, dans la nuit du 11 au 12 juin 2023, au moins 46 personnes déplacées, dont 23 enfants et 13 femmes, ont été tuées dans la province d'Ituri⁵. Entre le 21 septembre et le 24 novembre 2023, la MONUSCO a enregistré 716 incidents de sécurité en Ituri, au Nord-Kivu et au Sud-Kivu. 137 personnes civiles auraient été tuées, dont au moins 60 femmes et 50 enfants, et 229 autres auraient été blessées, dont au moins 13 femmes et 21 enfants. Cette instabilité sécuritaire a provoqué le déplacement de plus de 15 100 personnes en Ituri, Nord-Kivu (entre les M23 et FARDC) et Sud-Kivu, entre les mois de mai et novembre 2023. À l'ouest du pays, le conflit intercommunautaire entre les Teke et les Yaka, découlant de litiges fonciers, et de différends concernant l'accès au pouvoir et aux institutions, s'est étendu de la province de Maï-Ndombe aux zones rurales de Kinshasa, y compris la commune de Maluku et les provinces de Kwilu, Kwango et Kongo-Central. À ce jour, plus de 115 000 personnes sont affectées par la crise dans les quatre provinces (Kinshasa, Mai Ndombe, Kwilu et Kwango). À Kisangani, dans la province de la Tshopo, le conflit intercommunautaire opposant les Lengola et les Mbole sur fonds de questions foncières s'est aussi aggravé depuis octobre 2023. 4 553 violations et atteintes aux droits de l'homme ont été documentés par le Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme (BCNUDH) entre janvier et octobre 2023, dont 85% commises dans des zones de conflit armé. La RDC comptabilise aussi le plus grand nombre de violations graves vérifiées contre des enfants dans le monde (3 400 violations graves vérifiées en 2022). Au cours du premier semestre 2023, ces violations avaient augmenté de 41%. La crise de protection en RDC est donc critique nécessitant une réponse à la hauteur.

⁵ Rapport Cluster Health sur République démocratique du Congo : Crise Humanitaire dans les 06 provinces cible de la RDC : Ituri, Kasai, Maïndombe, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Tshopo, N° 02 | juin 2023 sur <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/republique-democratique-du-congo-crise-humanitaire-dans-les-06-provinces-cible-de-la-rdc-ituri-kasai-maindombe-nord-kivu-sud-kivu-tshopo-no-02-l-juin-2023>

3. Contexte/Nouveaux développements

Décrivez toutes les évolutions pertinentes dans le contexte de la paix/sécurité/réponse humanitaire/politique/ droits de l'homme/femmes dans le pays au cours de la période du rapport. Décrivez plus précisément comment cette évolution affecte les femmes et les filles.

L'on craigne que la situation humanitaire, sécuritaire et des droits humains s'en pire surtout avec le retrait anticipé de la MONUSCO au Sud-Kivu programmé en avril 2024. Des mesures préventives doivent être prises pour éviter un « vide sécuritaire » qui pourrait avoir un effet « très négatif » sur la population civile.

Les femmes et les enfants sont particulièrement affectés par les conflits. Ils constituent presque 75% des réfugiés et des personnes déplacées. Ils sont victimes de violences physiques et sexuelles ainsi que de viol qui est utilisé comme arme de guerre.⁶

Des marchés pacifiques, des plaidoyers et des rencontres ont été organisées par des femmes de toutes tendances confondues avec les autorités tant nationales, provinciales et locales à Goma, Uvira, Kinshasa, Ituri... et dont certaines soutenues par WHPF pour améliorer les droits humains, la sûreté, la sécurité, la santé mentale et renforcer la résilience économique des femmes et des filles affectées par ces conflits. D'autres initiatives ont porté sur la dénonciation de plusieurs cas de violences sexistes lors du vote et du processus électoral, demander au Président de la république de mettre en priorité les questions de la paix, de la sécurité, de la cohésion sociale ainsi que de la participation égalitaire homme-femme-fille-garçon et des groupes marginalisés en s'assurant que les besoins des femmes en matière de paix sont pris en compte et qu'elles participent aux processus de paix.

En plus de cela, les aléas climatiques engendrent des catastrophes qui continuent de toucher durement les populations vulnérables. Environ 2,1 millions de personnes ont été affectées par les inondations pluviales et fluviales qui ont touché 18 provinces du pays, y compris la ville de Kinshasa entre novembre 2023 et janvier 2024. Ces inondations ont détruit ou endommagé des infrastructures (98 000 maisons, 1 530 écoles, 267 structures de santé) et causé la mort de 300 personnes⁷. A Kalehe, le 17 mai 2023, des fortes pluies qui ont entraîné des inondations et des coulées de boues et de pierres dans des villages du territoire de Kalehe (aires de santé de Bushushu et Nyamukubau). Enregistrées aussi dans la plaine de la Ruzizi et dans la ville de Bukavu, ces catastrophes ont touché des milliers de personnes, dont beaucoup demeurent portées disparues.

Au niveau régional, le projet a évolué dans un contexte tendu entre la République démocratique du Congo et le Rwanda ponctué par des accusations mutuelles d'utilisation de groupes armés comme supplétifs et une augmentation des incidents transfrontaliers, tandis que les processus de Nairobi et de Luanda s'enlisent. Les efforts pour mettre en œuvre les décisions convenues dans le cadre des processus de paix de Luanda et de Nairobi se sont poursuivis, quoique à un rythme ralenti, concomitant avec la reprise des combats entre le M23 et les FARDC.

Selon l'ONU, la crise humanitaire en RDC a atteint de nouveaux sommets l'année 2023, du fait de l'aggravation de certains conflits, de l'émergence de nouveaux foyers de tension, et d'événements climatiques ayant entraîné des désastres. « Derrière toutes ces situations, il y a des hommes, des femmes et des enfants qui font face à de très hauts niveaux de vulnérabilité », a souligné Bruno Lemarquis, Coordonnateur humanitaire de l'ONU en RDC.

« La situation est vraiment dramatique. Il faudrait que la communauté internationale tourne un regard vers la République démocratique du Congo. Avec son potentiel unique au monde sur plan environnemental, sur le plan

⁶ <https://monusco.unmissions.org/genre-et-secteur-de-s%C3%A9curit%C3%A9>

⁷ OCHA, République démocratique du Congo : Plan de réponse humanitaire 2024 (février 2024) sur <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/republique-democratique-du-congo-plan-de-reponse-humanitaire-2024-fevrier-2024>



3. Contexte/Nouveaux développements

Décrivez toutes les évolutions pertinentes dans le contexte de la paix/sécurité/réponse humanitaire/politique/ droits de l'homme/femmes dans le pays au cours de la période du rapport. Décrivez plus précisément comment cette évolution affecte les femmes et les filles.

minier et sur le plan touristique, le Congo peut beaucoup apporter au monde. Il faudrait qu'il retrouve la paix », a déclaré Modeste Mutinga Mutushayi, ministre des Affaires sociales et des Actions humanitaires⁸.

4a. Résultats Atteints (Narratif)

Impact/résultats généraux du pays : La capacité de résilience de 133 femmes et filles vulnérables et affectées par COVID-19 des communes de N'Sèle, Maluku, Limete/Kingabwa, Kinsesu et à Mont-Ngafula renforcée. Elles ont apporté des solutions aux multiples conséquences socio-économique de COVID-19 de leurs ménages entre autre l'accès de ces ménages à l'alimentation, aux services de santé et à l'éducation. Elles ont renforcé les mécanismes de communication et d'information en mobilisant les populations de ces communes au respect ou à l'observation des mesures barrières à travers les radios, les télévisions, les réseaux sociaux, porte à porte, les mégaphones, les affiches, les dépliants. Tel était leur contribution à l'éradication de COVID-19 en RDC. Enfin, elles ont accepté l'utilisation des méthodes de la planification familiale afin d'espacer leurs grossesses, selon le temps et le moyen qu'elles disposent surtout durant le confinement et se concentrer à leur autonomisation.

L'ONG Congo. Ju RDC a amélioré les conditions de vie des femmes et des filles ayant survécu à la violence sexuelle et sexiste en leur fournissant des soins holistiques allant de l'assistance psychosociale et médicale aux conseils juridiques et à la réintégration socio-économique. En 2023, le projet a traité 19 SVBG, dont 13 filles et 6 femmes, qui ont également fait l'objet d'une action en justice. En plus, grâce à ce projet, 50 femmes victimes et survivantes de VBG et 50 filles et adolescents a risque d'exploitation sexuelle ont été réinsérées dans leurs familles et dans leurs communautés par des activités socio-professionnelles et la scolarité. Enfin, ce projet a sensibilisé 716 garçons, hommes et autorités et les amenés à lutter contre les discriminations et les injustices à l'égard des femmes et des filles chacun dans son milieu de vie étant donné qu'ils doivent faire partie intégrante de la solution aux problèmes d'injustices au lieu de continuer à être considérés comme faisant partie du problème. Cela aura un impact positif sur la réduction des conséquences des violences sexuelles et basées sur le genre à Mbuji Mayi et dans les territoires de Kabeya-Kamuanga.

Dans 2023, ARSF a consolidé les acquis de renforcement des capacités économiques de 100 femmes appuyées en mettant sur place et appuyant le comité territorial de plaidoyer sur la valorisation des AGRs des femmes victimes dans le groupement de Mushinga. Ce comité est composé de 15 personnes dont 5 femmes victimes des VBG, autorités locales et membres des entreprises privées. Enfin, ce projet est venu renforcer le leadership féminin surtout des femmes victimes des VBG dans la gouvernance locale étant donné qu'une bénéficiaire a été nommée à la présidente d'une localité. Poste réservée aux hommes. Non seulement elle est l'unique et la seule femme, mais aussi une survivante des VBG.

4b. Produits et activités réalisés

RENAFER :

- Les capacités de 133 femmes et filles vulnérables des 5 communes urbano-rurale de Kinshasa renforcées sur l'entrepreneuriat, la prévention des violences basées sur le genre et sur la santé de reproduction ;
- 133 femmes et filles vulnérables des 5 communes urbano-rurale de Kinshasa ont reçu des subventions ou des appuis individuelles pour créer/renforcer leurs activités génératrices des revenus ;

⁸ <https://news.un.org/fr/story/2024/02/1143312>



4b. Produits et activités réalisés

- 15 000 personnes atteintes avec les séances de mobilisation sur la prévention de violences liées au genre, l'entrepreneuriat dans les 5 communes cibles à travers les radios, les télévisions, les réseaux sociaux, porte à porte, les mégaphones, les affiches, les dépliants.

CONGO JU

- 19 SVBG dont 13 filles et 6 femmes ; ainsi nous avons pris en charge 19 (13 filles et 6 femmes) SVBG pour la période concernée dans les structures suivantes, dont 1 SVBG dont 1 fille dans l'HGR de Cilundu (Zone de Santé de Cilundu) dans le Territoire de Miabi ; 6 SVBG dont 5 filles et 1 femme dans le CH Ciaciacia dans les ZS Kabeya-Kamuanga, Territoire de Kabeya-Kamuanga, 1 SVBG dont 1 fille dans l'HGR de Bipemba (Christ-Roi) à Mbujimayi ; 6 SVBG dont 4 filles et 2 femmes dans l'HGR de Diulu (Kayemba) à Mbujimayi et 5 SVBG dont 2 filles et 3 femmes dans l'HGR de Dibindi (Centre Hospitalier Presbytérien de Dibindi) à Mbujimayi ;
- 4 autorités politico-administratives et religieuses (parmi lesquelles 1 chef de quartier, 3 leaders religieux) sensibilisées et impliquées dans la lutte contre les violences sexuelles durant la période de rapportage ;
- 1532 personnes membres de la communauté de Mbujimayi, de Ciaciacia/Kabeya-Kamuanga et de Cilundu/Miabi sensibilisées sur les services de prise en charge disponibles et les mécanismes de dénonciation des violences sexuelles et basées sur le genre dont 458 filles, 386 garçons, 358 femmes et 330 hommes ;
- 12 émissions radios produites en langues locales et diffusées sur les services de prise en charge disponibles, le circuit de référencement de cas VBG et la ligne verte 122 de l'UNFPA et les mécanismes de dénonciation des violences sexuelles et basées sur le genre.

ARSF

- Un comité territorial de plaidoyer sur la valorisation des AGRs des femmes victimes dans le groupement de Mushinga est mis en place et appuyé. Ce comité est composé de 15 personnes dont 5 femmes victimes des VBG, autorités locales et membres des entreprises privées. Le rôle de ce comité est d'accompagner ces femmes victimes des VBG entrepreneures dans leurs revendications quand à ce qui concerne les tracasseries des taxes et de leur faciliter ou créer des connexions avec les secteurs publics et privés pour la vente et achat de leurs marchandises ;
- 10 émissions participatives ou interactives animées par ces femmes résilientes, survivantes des VBG. A travers ces émissions, ces femmes ont pu partager leurs expériences de la résilience, sur leurs rôles et responsabilités dans le renforcement de la cohésion sociale et le développement de leurs communautés, sur leur leadership, ...
- 100 femmes et 20 autorités locales et membres du secteur privé ont participé à l'atelier d'échange d'expérience et d'évaluation des appuis en AGR à Mushinga. Cette rencontre a permis d'identifier les forces et les faiblesses et les leçons apprises, les bonnes pratiques et les impacts des de ces appuis. Enfin identifier des contraintes majeures autour de ces appuis ainsi que les solutions apportées pour le renforcement et la pérennisation des appuis ;
- 2 témoignages parmi les femmes bénéficiaires sont documentés en format vidéo.

5. Une histoire spécifique (1/2 page maximum)

Jeanne âgée de 61 ans, est parmi les veuves marginalisées dans la commune de Limete et bénéficiaire des actions du projet. Pour elle, sa vie de discrimination et d'humiliation dont elle était victime a complètement changé et elle veut changer celles des autres qui vivent dans cette commune. A sa rencontre avec notre animateur de terrain, elle partage ces impressions :

« A la mort de mon mari, mêmes les familiers, les voisins, et les amis m'ont fui en me disqualifiant d'invalides. Cette situation ne me permettait plus d'approcher d'autres personnes ni d'adhérer dans un quelconque groupe social ; pire s'exprimer en public. Je vivais dans l'isolement total surtout quand ma belle-famille m'avait tout ravi.



5. Une histoire spécifique (1/2 page maximum)

Dans le désespoir et la solitude, j'ai reçu l'incroyable nouvelle d'être sur une liste des bénéficiaires du projet. Leur visite à mon domicile m'a réconforté aspirant vivre ou appartenir dans un groupe avec les autres. Ainsi, fut fait. J'ai reçu une subvention après des formations sur l'entrepréuriat. En plus, je suis membre d'un groupe de solidarité.

Je deviens un élément de référence et de consultation dans notre commune. Les voisins et familiers viennent chez moi me demander comment intégrer ou constituer une AVEC. Cette élévation ne dépend ni de mes propres efforts ni même pas de mon niveau intellectuel, mais c'est une grâce.

Pour moi, ce projet est une mère intégratrice et élévatrice et surtout en ce temps COVID-19 a fortement affaibli la situation socio-économique de nos ménages. »

Madame Catherine, veuve, mère de 5 enfants vivante dans la localité de Madaka dans la province du Sud-Kivu ; avant la mise en place du projet ne vivent qu'en quémendant pour la survie de sa famille ; car après la mort de son mari elle s'est retrouvée incapable d'assurer la bonne survie de celle-ci car c'était son défunt mari qui s'occupé de tous cela ; après avoir suivie la formation sur l'entreprénariat et le leadership féminin et grâce aux récoltes obtenus à partir des semences qu'elles a reçu aux courant du projet, elle a eu de l'argent qui l'a permise de démarrer son activité commerciale et aujourd'hui elle est capable de prendre bien soin de ses enfants, elle a acheté une parcelle et elle assure la scolarité de tous ses enfants.

Dans la même localité, Madame Nsimire a reçu la semence, la connaissance pour avoir de bonnes engrains qu'elle obtient grâce à la matière fécale du porc qu'elle a reçu au courant du projet, et aujourd'hui elle continue à mettre tous les conseils reçus sur le bon tenu de son champ en pratique et obtiennent beaucoup de récoltes, ce qui lui permet d'assurer certains besoins de la famille et de n'est pas toujours dépendre et attendre que son mari face tous pour la famille. Cela a fait d'elle un leader et a été nommée présidente de la localité de Cirhimbo.

6. Produits de connaissance et communications/visibilité

a) Reportez les nouveaux produits de connaissances ou matériel de communication développés par l'UNW CO ou le ME au cours de la période considérée. Cela peut comprendre des études de cas, d'enquêtes ou de recherches importantes, d'évaluations menées au cours de la période visée par le rapport. Cette section devrait également inclure une liste et une description de tout nouvel outil, réseau social, article de presse, site Web, etc., élaborés pour accroître la visibilité des projets et du programme, ainsi que du WPHF.

b) Présentez une liste des produits de connaissance du public développé par les OSC partenaires (par ex. recherche, études de cas, etc.) qui serait pertinent pour d'autres partenaires du WPHF.

** Veuillez joindre une copie de l'étude/l'évaluation/l'enquête/l'évaluation en annexe et inclure les liens Internet, etc.*

Des articles sur les réalisations des projets ont été publiés sur les sites web et les réseaux sociaux du partenaire et de UNW. La communication et la visibilité sont toujours assurées par des programmes radios et des spots éducatifs produits et diffusés, mais aussi par la distribution de t-shirts/polos et l'installation de panneaux d'affichage et d'enseignes avec des messages. Un mini documentaire a été produit sur les grandes réalisations du projet ARSF. Livre de l'ARSF : Un modèle de collaboration pour le leadership et l'autonomisation des femmes rurales Appui technique de l'ONU Femmes. Enfin, des communications de bouche à bouche.

Voici quelques liens :

<https://www.latempete.info/?p=44594>

<https://www.facebook.com/100078900050071/posts/2747788038830091/>

<https://twitter.com/ONUFemmesRDC/status/1428649519709892613>

<https://africa.unwomen.org/fr/news-and-events/stories/2020/04/800-femmes-recoivent-des-kits-de-resilience>



7. Renforcement des capacités des organisations locales de la société civile par le bureau de pays/ l'entité de gestion de ONU Femmes

20 réunions ont été organisées chaque mois avec les partenaires pour discuter et échanger sur la mise en œuvre du projet, en raison de la pandémie actuelle, toutes les communications étaient virtuelles. Certains partenaires ont perdu leur personnel et ont connu une forte rotation car ils ont trouvé de meilleures opportunités et ont quitté leur organisation, beaucoup de ceux qui avaient reçu une formation préalable sur la façon d'utiliser les outils de gestion (Face, etc.). Cette situation a entraîné des retards dans la remise des rapports ainsi que dans leur qualité. 2 formations sur les finances et la programmation sera organisée au début de l'année 2022 et 2023 pour s'assurer que tous les partenaires ont la même compréhension de l'utilisation des outils de gestion de l'UNWOMEN.

8. Risques et mesures atténuation

À l'aide du tableau ci-dessous, identifiez et i) évaluez les risques au cours de la période ; ii) la probabilité que ce risque se produise ; iii) l'impact qu'il aurait sur le projet, le programme ou le pays. Quelles sont les mesures de prévention et d'atténuation pour minimiser ce risque ou d'y répondre s'il se produit ? Tenez compte des risques liés à la COVID-19, aux conflits/tensions nouveaux ou croissants, aux changements climatiques, aux risques programmatiques ou institutionnels, au suivi et à l'évaluation et au Do No Harm (Ne pas Nuire)

Risque Contexte, Programmatique, institutionnel (décrire brièvement)	Niveau de risque 4=Très élevé 3=Haut 2=Moyen 1=Faible	Probabilité 5=Très élevé 4=Probable 3=Possible 2=Peu probable 1=Rare	Impact 5=Extrême 4=Majeur 3=Modéré 2=Mineur 1=Insignifiant	Mesures atténuation Mesures d'atténuation prises au cours de la période visée par le rapport (veuillez inclure de nouveaux risques, le cas échéant)
Confinement de toute l'étendue de la RDC suite à la gravité de COVID19 (2020-2021)	1	1	1	Respect de gestes barrières par la population
Insécurité de certains intervenants dans les projets des partenaires	2	2	3	Prendre bien soin de ne pas indexer une personnalité, de collaborer étroitement avec les autorités politiques, administratives et sécuritaires et religieuses de la province, d'être attentif aux rumeurs mais aussi d'appliquer la politique de sécurité et le code de conduite.
Les arrangements à l'amiable entretenu par certaines Chefs des Villages, OPJ et certains parents	2	2	3	Nous avons multiplié la sensibilisation des OPJ et chefs des villages afin d'obtenir leur implication totale dans le projet en vue d'éviter toutes sortes d'impunité des auteurs des VBG et entrainer l'aboutissement heureux des dossiers judiciaires.
Retard accumulé dans l'exécution de certaines activités	2	3	4	Travailler/planifier certaines activités avec les parties prenantes mais aussi s'adapter au contexte du moment tout en restant aligner dans les objectifs/résultats des projets.

9. Délais et adaptations/révisions

S'il y a eu des délais de retard, expliquez-les et les raisons/facteurs qui y ont contribué, les mesures prises pour atténuer les délais futurs et les adaptations apportées pour tenir compte de ceux-ci. Indiquer les ajustements majeurs de stratégies, de cibles ou de résultats et extrants clés qui ont eu lieu. Cette section devrait également inclure les changements de contrats, les changements programmatiques ou ceux liés à la COVID-19.

Au niveau du projet/partenaire

Vu que la mise en œuvre des activités résiduelles sur la sensibilisation des associations de femmes rurales de la Ville-province de Kinshasa (Maluku, Kinsesu, Limete/Kingabwa, Mont-Ngafula et Nsele) sur la lutte contre le COVID 19 n'étaient pas achevée au 31 mai 2021, et après l'autorisation de l'équipe WPHF, il a été jugé de choisir toujours RENAFER pour continuer la mise en œuvre des activités de ce projet commencé depuis septembre 2020. Ce nouveau contrat va leur permettre de poursuivre et finir la mise en œuvre des activités restantes du plan de travail, atteindre les résultats, les indicateurs et cibles du projet dans le respect des principes de sensibilité aux conflits.

Pour des raisons de sécurité et liées au COVID-19, Congo Ju n'avait pas finalisé la mise en œuvre de ses activités. Ainsi, leur AWP a été mis à jour et un nouvel avenant sans frais leur a été accordé pour mieux exécuter ces activités jusqu'au 30 octobre 2023 après avoir bénéficié d'une prolongation de WPHF.

Pour des problèmes de gouvernance et de mégestion de UFEDE, le bureau pays et le COPIL avaient décidé de référer les fonds à ARSF.

Au niveau programmatique/pays

Certains membres du personnel de l'UNWOMEN affectés à ce projet ont démissionné, et la période d'embauche et d'intégration du nouveau personnel a fortement affecté le bon déroulement du projet.

10. Leçons apprises⁹

Quels défis et quelles leçons ont été tirés au cours de la période considérée, tant au niveau des bénéficiaires que du pays ? Pour chaque défi, identifiez et décrivez le défi, ainsi que les facteurs qui ont pu y contribuer, et comment le défi a été relevé au cours de la période, ou comment il sera abordé à l'avenir. Résumez la leçon clé qui peut aider le projet ou WPHF à s'améliorer dans l'avenir. Inclure les défis programmatiques et opérationnels. Ajoutez des lignes si besoin.

Identifier le défi/décrire <i>Les défis peuvent être programmatiques ou opérationnels affectant la mise en œuvre du projet, ou d'un organisme ou d'une communauté.</i>	Quels sont les facteurs/raisons qui contribuent à ce défi ?	Comment le défi a-t-il été relevé ? Qu'est-ce qui a été fait différemment, ou que fera-t-on pour relever le défi ?	Leçon apprise <i>À la suite du défi, qu'avez-vous (et les partenaires) appris de la situation, ou à améliorer le projet ou pour des interventions futures ?</i>
Non finalisation de toutes les activités du projet dans le délai.	Le confinement, l'application de certaines mesures barrières liées au regroupement.	Nous avons fait un nouveau contrat qui leur a permis poursuivre et finir la mise en œuvre des activités restantes du plan de travail, atteindre les résultats, les indicateurs et cibles du projet dans le respect des principes de sensibilité aux conflits	Il est impérieux d'échanger avec les partenaires/bailleur sur tout éventuel blocage qui perturberait l'implémentation des activités. Nous devons être sensibles aux conflits.
Les arrangements à l'amiable entretenu par certains Chefs des Villages et certains parents, au niveau de sous-ciat par les OPJ et les auteurs des violences sexuelles,	L'ignorance de la loi et des droits de la femme et de la jeune fille ; les coutumes rétrogrades ; la corruption ainsi que la pauvreté des parents sont des facteurs favorisant	Par la multiplicité de sensibilisation, la conscientisation de l'importance de la dénonciation des actes VBG et violences sexuelles et la présentation des services	<ul style="list-style-type: none"> • Travail en synergie avec tous les services de prise en charge et les services techniques de l'État concernés dans la prise en charge des SVBG; • L'implication totale des

⁹ Une leçon apprise est une réflexion systématique des défis (ou des succès) qui se sont produits au cours de la période et ce qui a entraîné un changement, une adaptation ou une amélioration, ou un changement ou une adaptation planifiée à l'avenir.



10. Leçons apprises⁹

Quels défis et quelles leçons ont été tirés au cours de la période considérée, tant au niveau des bénéficiaires que du pays ? Pour chaque défi, identifiez et décrivez le défi, ainsi que les facteurs qui ont pu y contribuer, et comment le défi a été relevé au cours de la période, ou comment il sera abordé à l'avenir. Résumez la leçon clé qui peut aider le projet ou WPHF à s'améliorer dans l'avenir. Inclure les défis programmatiques et opérationnels. Ajoutez des lignes si besoin.

favorise l'impunité de ces derniers et entraîne le non-aboutissement des dossiers judiciaires.	l'arrangement à l'amiable.	gratuits de prise en charge (médical, psychosocial, judiciaire et réinsertion économique, socioprofessionnelle et scolaire)	OPJ et chefs des villages et des quartiers dans le projet en vue d'éviter toutes sortes d'impunité des auteurs des VBG et entraîner l'aboutissement heureux de certains dossiers judiciaires.
--	----------------------------	---	---

11. Innovations et meilleures pratiques¹⁰

Décrivez les pratiques novatrices/innovantes (programmatiques et opérationnelles) qui ont été mise en œuvre au cours de la période visée, en particulier celles qui peuvent être utile à l'avenir pour la programmation humanitaire et/ou l'agenda femmes, paix et sécurité. Les innovations et les meilleures pratiques peuvent être au niveau des projets ou du pays. Veuillez fournir des détails tels que le nom de l'OSC, etc.

a) Innovations :

- Le recours à plusieurs mécanismes de mobilisation des masses et l'implication de toutes les couches sociales (les enfants, les personnels soignants, les femmes vulnérables, les autorités, ...);
- L'installation des points d'écoute au sein des structures médicales de prise en charge (la proximité), ce qui facilite l'accès facile aux SVBG aux 2 types de prise en charge psychosociale et médicale ; Ceci ferez que les SVBG soient confondus aux autres malades (ça permet une bonne confidentialité);
- La mise en place et appui du comité territorial de plaidoyer sur la valorisation des AGRs des femmes victimes dans le groupement de Mushinga composé des femmes victimes des VBG bénéficiaires, les autorités locales et les secteurs privés.

b) Meilleures pratiques :

- La bonne collaboration entre les OSC, les différents services techniques gouvernementaux, les ONG de lutte contre la COVID-19 et la communauté a permis le partage des informations relatives à cette épidémie;
- Des réunions trimestrielles ont été tenues avec les chefs de quartier et les leaders communautaires afin de les impliquer dans le projet et de les appuyer. Des réunions trimestrielles ont été organisées avec les chefs de quartier et les leaders communautaires afin de les impliquer dans le projet et de les soutenir. En outre, des réunions mensuelles ont été organisées avec des organisations homologues afin de partager les expériences;
- L'organisation des échanges d'expériences entre les femmes bénéficiaires des AGRs ainsi que les secteurs privés et les autorités. La vie actuelle de certaines femmes qui jadis étaient déchirées par les conflits influence positivement les autres familles et les communautés
- Grâce à la prise en charge holistique des victimes et survivantes des VSBG : il y a une nette amélioration de la confiance et la restauration de la dignité des victimes des violences par les activités qui sont programmées en leur faveur (elles ont créé une confiance en elles et commencent déjà à valoriser leurs droits).

¹⁰ Une meilleure pratique est une stratégie, l'approche, la technique ou le processus qui s'est avéré fonctionner bien et plus efficace ou approprié pour résoudre un problème basé sur l'expérience, l'évaluation ou par rapport à d'autres pratiques, et est donc recommandé comme un modèle. Il s'agit également d'une pratique qui a été testée ou validée et qui a le potentiel d'être reproduite et il est utile de partager avec d'autres personnes travaillant dans des contextes, des secteurs ou avec des groupes cibles similaires.



12. Audits and gestion financière

Si un partenaire a été audité pendant la période du rapport, mentionnez le processus et les résultats de cet audit. S'il y a un rapport, prière de le joindre en pièces-jointes/annexe (pour utilisation interne uniquement).

En 2021 :

- ARSF: 202100115108W91174. Risque: Faible

En 2023 : Les résultats sont en cours pour UFEDE.

13. Prochaines étapes et actions prioritaires

Veillez énumérer les actions prioritaires pour l'année à venir, y compris l'intégration de nouveaux partenaires, les missions de suivi ou d'autres initiatives prévues liées au WPHF.

N/A

ANNEXE A: Cadre de résultats

À l'aide du Cadre de résultats du document de projet, fournissez une mise à jour sur la réalisation des indicateurs d'impacts et des résultats pour chaque projet dans le tableau ci-dessous, y compris une subvention de renforcement des capacités, le cas échéant. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs, expliquez clairement pourquoi, précisez vos plans sur comment et quand ces données seront collectées.

***NE PAS INCLURE les produits** car ceux-ci sont présentés dans la section narrative 4b seulement. Pour les projets qui se sont terminés au cours de l'année du rapport, le niveau d'impact doit être indiqué. Pour les autres organisations et, où possible, les progrès réalisés pour les indicateurs d'impact devraient être signalés.

Veillez-vous assurer que les résultats présentés dans ce tableau sont conformes au récit (section 4a).

Résultats attendus ¹¹	Indicateurs ¹²	Résultats/progrès (contre chaque indicateur) ¹³	Raison de la variance contre la cible/plan prévue (le cas échéant)
Nom de OSC : RENAFER :			
Impact du WPHF	Les indicateurs d'impact fournis par WPHF : Nombre/pourcentage de femmes participant à la prise de décision dans les réponses humanitaires ou la gestion de la crise	La capacité de résilience de 133 femmes et filles vulnérables et affectées par COVID-19 des communes de N'Sèle, Maluku, Limete/Kingabwa, Kinsesu et à Mont-Ngafula renforcée.	RAS
Effets (Résultats)	Indicateur 1 : Nombre de bénéficiaires directs du projet (désagrégé par sexe, groupe d'âge ou autres variables)	133 femmes, dont leur âge est +18 ans.	RAS
	Indicateur 2 : Nombre de bénéficiaires indirects du projet	50 000 bénéficiaires indirects.	Le recours aux approches de mobilisation des masses (la radio, mégaphone)
Nom de OSC : Congo JU			
Impact du WPHF Les droits humains, la sûreté, la sécurité et la santé mentale des femmes et des filles sont améliorés	Les indicateurs d'impact fournis par WPHF Nombre d'organisations locales de femmes, d'OSC ou des mouvements sociaux coordonnant leurs efforts afin de mettre un terme aux VSBG	1	RAS

¹¹ Rapport sur les résultats de chaque organisation/projet individuellement.

¹² Utilisez les indicateurs du document de projet, en veillant à ce que la ventilation de l'indicateur soit également incluse.

¹³ Rapport sur les progrès réalisés par rapport à chaque indicateur, soulignant la valeur de l'indicateur pour la période et les résultats cumulatifs. Ces résultats devraient correspondre à la description des sections 4a.

Résultats attendus ¹¹	Indicateurs ¹²	Résultats/progrès (contre chaque indicateur) ¹³	Raison de la variance contre la cible/plan prévue (le cas échéant)
Effets (Résultats)	Indicateur 1 : Nombre de SVBG référés vers divers services (prise en charge médicale, psychosociale et judiciaire).	19	Ce nombre vient compléter les 100 prévues par le projet.
	Indicateur 2 : Nombre de femmes et filles à risque élevé des VBG appuyées pour leur autonomisation économique.	10	RAS
	Indicateur 3 : Nombre de membres des radios communautaires renforcés sur les droits de la femme, l'approche axée sur la survivante en matière de GBV, le circuit de référencement de cas VBG mise en place par la ligne verte 122 et qui animent des émissions.	1	Cette radio a produits et diffusées 10 émissions.
	Nombre de personnes sensibilisées sur les droits de la femme, l'approche axée sur la survivante en matière de GBV, le circuit de référencement de cas VBG mise en place de la ligne verte 122 et de dénonciation de cas VBG.	1536	Le recours a plusieurs stratégies ou approches de mobilisation des masses : calicots, émissions radios, ...
Nom de OSC : ARSF			
Impact du WPHF Les droits humains, la sûreté, la sécurité et la santé mentale des femmes et des filles sont améliorés	Nombre d'organisations locales de femmes, d'OSC ou des mouvements sociaux coordonnant leurs efforts afin de mettre un terme aux VSBG	1	RAS
Effets (Résultats)	Indicateur 1 : Nombre de femmes victimes et survivantes des VBG appuyées pour leur autonomisation économique.	100	RAS
	Nombre de personnes sensibilisées sur les droits de la femme, l'approche axée sur la survivante en matière de GBV, le circuit de référencement de cas VBG mise en place de la ligne verte 122 et de dénonciation de cas VBG.	10	RAS